

BUDGET, UN FEUILLETON DONT ON CONNAIT DÉJÀ LA FIN : LE JACKPOT POUR LES PATRONS !

Nouvel épisode d'un feuilleton parlementaire interminable : le vote du budget de la sécurité sociale ! Une fois les « recettes » validées, les députés doivent voter les « dépenses » mardi matin. Passera, passera pas... suspens ! Mais spoiler : on sait déjà qu'à la fin, ce sont les travailleurs qui vont trinquer, et les patrons remporter le jackpot !

Un budget antisocial

D'après Lecornu, le budget de la sécu n'est « pas parfait » mais c'est « le meilleur budget possible ». Pour les capitalistes, dont les innombrables exonérations de cotisations sont préservées, c'est sûr ! Le sénateurs en ont même rajouté un peu, exonérant les entreprises de plus de 250 salariés de cotisations sur les heures supplémentaires. Les patrons peuvent ainsi nous faire bosser plus en contribuant moins : c'est ça de plus pour les profits !

De l'autre côté, les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) pourraient perdre une partie de l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières, dont les montants sont généralement très faibles. Quant au budget des hôpitaux, il n'augmenterait que de 3 % alors que l'évolution de la démographie nécessiterait au moins 5 %. Alors que la pénurie de moyens et de personnel met en danger les soignants et les patients, c'est donc une nouvelle cure d'austérité qu'ils préparent.

Gare aux arnaques

Le Parti socialiste, fidèle soutien de la bourgeoisie, a troqué son vote contre la prétendue « suspension » de la réforme des retraites de 2023, en réalité un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans : le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite pleine continuera d'augmenter, juste moins vite que prévu.

En plus, ce sont les travailleurs qui, au bout du compte, devraient payer, car cette « suspension » serait compensée par une taxe d'un milliard sur les complémentaires santé... qui ne pourront pas augmenter leurs tarifs en 2026, mais ne se priveront pas de le faire en 2027 !

Ironie de l'histoire : ce vote du PS pourrait ne pas suffire pour passer le budget. L'ancien Premier ministre Édouard Philippe a annoncé qu'il ne voterait pas un budget qui contiendrait cette mesure ! Et Retailleau incite les députés LR à voter contre...

Du fric pour les services publics, pas pour les marchands de mort !

Toute cette tambouille politique cache l'essentiel : un véritable budget de guerre contre les classes populaires : 4,7 milliards en moins pour les collectivités territoriales, 17 milliards d'économie sur les services publics avec notamment 4000 postes d'enseignants en moins, mais des budgets militaires en hausse de 6,5 milliards ! Leurs guerres et nos morts pour leurs profits : c'est la logique militariste qu'ils voudraient nous faire accepter. Si on n'y met pas un coup d'arrêt, ce sont des dizaines de milliards de plus qui serviront à acheter des Rafale, des chars et des canons, pour le plus grand profit de Dassault et des capitalistes de l'armement.

Ne comptons que sur nous-mêmes

En plus de ce budget, Lecornu annonce déjà que des « réformes » seront nécessaires pour faire de nouvelles économies en cours d'année. Et ce coup-ci ce sera par décret ! Alors pour stopper ces attaques, qui s'ajoutent aux 380 plans de licenciements dénombrés par la CGT, il faudra bien plus que les journées d'action saute-mouton sans lendemain que nous proposent les directions syndicales ! Il n'y aura pas d'autre solution que de ne compter que sur nos propres forces, tous et toutes ensemble, pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive capitaliste généralisée !

Austérité et rationnement du papier

Plusieurs services de l'hôpital sont limités à un stock très réduit de papier pour l'impression des résultats d'examens, comme les ECG par exemple. Le papier couterait donc trop cher, et tant pis pour la qualité des soins. La prochaine étape c'est le rationnement du papier toilette ?

La grande perdante : la qualité des soins

Voici un exemple parmi d'autres de deux logiques comptables qui aboutissent à deux directives contradictoires : il faudrait faire des économies sur le nombre de lit, donc faire plus d'ambulatoire, tout en réduisant au maximum l'impression des résultats d'examen. Mais l'ambulatoire nous impose de remettre en sortie de prise en charge les résultats d'examens, même s'ils sont partiels... En tout cas il y a toujours un même fil conducteur, à la fin, c'est la qualité des soins qui trinque.

Hosto sans eau

L'EPSM de Caen (hôpital psychiatrique aussi connu sous le nom de Bon Sauveur) est entré dans la phase active des travaux visant à y faire passer la future ligne de tram. Jeudi 4 décembre vers 9h30, il s'est subitement retrouvé privé d'eau. Les responsables des travaux promettent depuis le début que le bazar qu'ils mettent dans l'EPSM n'aura aucune incidence sur les soins. Entre le bruit qui fait décompenser les patients et la perturbation de la circulation intérieure, nos collègues savent ce qu'il en est de ces promesses de patron. Mais cette coupure d'eau a directement interrompu des douches et des soins, sans parler de l'hydratation de tout le monde. Cette fois, même les cadres étaient affolés... Avec cette coupure d'eau inopinée, la coupe (des travaux) est pleine.

Logique froide et douche glaciale

Dans une crèche de Montpellier le bien-être et la santé de bébés ont été sacrifiés sur l'autel de la concurrence. En effet, la municipalité en a confié la gestion à une société privée en vertu du principe du moindre coût. Ainsi, des enfants ont souffert de l'absence de chauffage suite à un problème récurrent de pannes pendant trois ans, en conséquence le lavage des bébés a été effectué à une eau aussi froide que le calcul économique à l'origine de cette décision. Ce n'est que suite à la menace du personnel d'exercer son droit de retrait que l'établissement a été fermé et que le scandale a éclaté au grand jour.

Le maintien de l'ordre en maternelle

Le maire de la commune de Nogent-le-Roi a demandé l'intervention de la police municipale pour rétablir le « calme » dans... une cantine d'école maternelle et élémentaire, jugée trop bruyante ! La militarisation de l'espace public ne connaît plus de limite : pour chasser un piquet de grève, matraquer des lycéens devant leur établissement, ou apeurer des enfants dans leur cantine, mais peut-être, et surtout, pour apprendre à obéir aux ordres et se soumettre à l'autorité ?

Des sous pour la santé, pas pour l'armée !

La militarisation à marche forcée a un prix, c'est la dégradation des conditions de vie et de la santé de toutes et tous. Plusieurs associations qui se chargent d'activités sociales et sanitaires voient leur financement se tarir, au profit du budget des armées : selon la Fédération des acteurs de la solidarité, 58 % des associations n'ont pas de visibilité financière au-delà de 12 mois. Ainsi, la direction de l'association AIDES à Pantin, dédiée à la prévention, à l'information et au soutien des personnes atteintes du VIH, a décidé la suppression de 61 postes à l'heure où l'épidémie s'accroît, avec 5800 nouveaux cas en 2024. Face à cette situation, les salariés, à l'instar de ceux de la crèche de Montpellier, réagissent et luttent.

Abandon des enfants en psychiatrie

La contrôleur général des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, alerte sur le « quasi-abandon » des enfants hospitalisés en psychiatrie, tant du point de vue médical que scolaire. Elle pointe les conditions de travail d'équipes « insuffisamment formées, surchargées ou déséparées », du fait d'une « grave crise de la pédopsychiatrie » et souligne que les enfants se retrouvent souvent pris en charge selon des modalités « nullement justifiées par leur état clinique », comme l'isolement ou la contention (l'immobilisation tout ou partie du corps). La situation est telle que la contrôleur qualifie une hospitalisation de « quasi-abandon ». Alors que plus de 50 000 enfants âgés de 4 à 17 ans sont hospitalisés en psychiatrie, les soignants ne sont « pas en mesure, faute de moyens, de les surveiller et de les protéger des adultes ». Cet exemple illustre, une fois de plus, le délabrement de l'hôpital public dans un pays où 1,6 million d'enfants et d'adolescents souffrent de troubles psychiques mais où seuls 750 000 à 850 000 bénéficient de soins prodigués par des professionnels spécialisés.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : npacaen@npa-revolutionnaires.org

 npa_revo_caen